

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, en accord avec l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'Union européenne, sur les mesures nécessaires à prendre pour la stabilisation du système financier, à Paris le 6 octobre 2008.

Mesdames et Messieurs,

Nous nous sommes mis d'accord, je vais présenter brièvement les décisions que nous avons prises puis, chacun de mes collègues et amis présentera quelques minutes de réflexion puis nous répondrons à une question par acteur de cette réunion.

Voici les décisions que nous avons été amenés à prendre.

La première : nous avons tenu à prendre un engagement solennel des chefs d'Etat et de gouvernement de soutenir les établissements bancaires et financiers face à la crise. Chaque gouvernement agira selon une méthode et avec des moyens qui lui sont propres mais de manière coordonnée avec les autres Etats européens. En quelque sorte, nous avons fixé une doctrine.

Deuxièmement, en cas de soutien public à une banque en difficulté, chaque Etat membre présent à cette réunion s'engage à ce que les dirigeants qui ont failli soient sanctionnés et à ce que les actionnaires supportent également le poids de l'intervention.

Troisièmement, compte tenu du caractère exceptionnel des circonstances économiques et financières, la Commission Européenne devra faire preuve de flexibilité dans l'application des règles en matière d'aides d'Etat aux entreprises comme dans les principes du marché unique, dans ces domaines, elle devra décider aussi rapidement que possible compte tenu de l'urgence. Quatrièmement, de la même manière, l'application du pacte de stabilité et de croissance devra refléter les circonstances exceptionnelles dans lesquelles nous nous trouvons selon d'ailleurs les dispositions du pacte prévu à cet effet.

Cinquièmement, pour mettre les banques européennes sur la même ligne que leurs concurrentes internationales, les chefs d'Etat et de gouvernement demandent que les règles comptables relatives à la classification des actifs dans les bilans bancaires soient modifiées de façon à tenir compte de la durée de détention de ces actifs par les banques.

La Commission d'une part, les organismes de normalisation comptable d'autre part, devront travailler en urgence pour que la question soit réglée avant la fin du mois.

Par ailleurs, nous nous sommes également préoccupés du moyen terme. Nous appelons à un sommet le plus tôt possible, sommet international, le plus tôt possible avec les Etats les plus concernés sur la refondation du système financier mondial. Cette refondation s'organisera autour des principes suivants : tous les acteurs des marchés financiers devront être régulés ou surveillés et pas seulement les banques commerciales. En pratique, cela concerne les agences de notation, les banques d'investissement et les hedge funds. Deuxièmement, les normes comptables et prudentielles devront être revues pour éviter la création de bulles spéculatives lorsque les choses vont bien et les crises de liquidités comme celles que nous connaissons, lorsque les choses vont mal. Les systèmes de rémunération des opérateurs de marchés et des dirigeants seront revus pour éviter qu'ils favorisent les prises de risques excessives pour lutter contre ce que l'on peut

appeler le « court termisme ».

Quatrièmement, le renforcement du contrôle politique sur les différentes institutions internationales chargées de réguler les marchés et de fixer les normes comptables et prudentielles sera engagé pour s'assurer de la cohérence de leurs actions.

Enfin, nous demandons la mise sur pied en temps de crise d'une task force entre les superviseurs, les banques centrales et les ministères des finances.

Nous avons tenu également à saluer les décisions prises aux Etats-Unis avec l'adoption par le Congrès du plan PAULSON qui contribue à la stabilité et à la confiance.

Mesdames et Messieurs, nous avons parfaitement conscience des responsabilités qui pèsent sur nos épaules pour restaurer et ramener la confiance et pour être à la hauteur des événements que nous connaissons. Comme vous le voyez, cette réunion était nécessaire et je pense qu'elle est productive.

Je vais donner maintenant la parole à Angela MERKEL.

MME ANGELA MERKEL - Mesdames et Messieurs, je me félicite qu'à cette rencontre, nous ayons pu parvenir aux accords présentés par Nicolas SARKOZY. Je crois que cette rencontre est une contribution à la confiance à mettre dans notre système financier. Confiance qui est essentielle. Cette confiance est importante pour les entreprises de nos pays, cette confiance est importante pour les contribuables, pour les épargnants de nos pays et nous nous sommes mis d'accord pour mettre en place une démarche cohérente où il y a les responsabilités nationales de chaque Etat membre, bien-sûr, mais il faut également s'assurer que les Etats membres européens ne se créent pas des inconvénients en raison de leurs décisions nationales. Et nous connaissons la responsabilité des responsables politiques mais la leçon à tirer de cette crise financière doit être de demander des comptes aux responsables d'une part, et d'autre part, de nous doter des règles et des dispositifs qui empêcheront ces crises à l'avenir. Pour cela, nous réclamons et je m'en félicite, nous souhaitons une rencontre internationale parce que nous ne pouvons pas le faire tout seuls en Europe. Je suis très heureuse qu'on ait parlé des normes comptables. On a indiqué qu'il faudrait un accord d'ici la fin de ce mois, c'est un signal très important en direction des banques et des institutions financières.

M. GORDON BROWN - Je voudrais remercier le Président SARKOZY d'avoir organisé cette réunion. En Grande-Bretagne, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer la sécurité et la stabilité dont ont besoin les ménages et les entreprises. Le même message émane aujourd'hui de tous les membres européens du G8. Le message en direction des familles et des entreprises c'est que, comme nos banques centrales le font déjà, les liquidités seront assurées pour préserver la confiance et la stabilité. Nous avons convenu qu'il fallait en faire davantage pour coordonner nos réponses en temps de crise et dans l'intérêt de la stabilité, y compris en décidant l'organisation d'une réunion internationale où nous allons soumettre aux dirigeants les cinq principes dont l'intégrité, la responsabilité et la coordination du système, cinq principes que nous avons approuvés aujourd'hui.

Cette crise qui nous est venue d'Amérique, a affecté toutes les entreprises donc nous avons décidé de demander à la Banque Européenne d'Investissement d'assurer 25 millions de livres de moyens financiers pour des prêts aux PME. Nous avons également décidé de faire beaucoup plus pour assainir le système lorsque l'irresponsabilité a prévalu et nous avons décidé aujourd'hui de mettre en place un collège de superviseurs. Je crois que la coordination que nous affichons en Europe sera prolongée et répétée par la réunion internationale que nous avons décidée et qui regroupera les grands pays du monde.

M. SILVIO BERLUSCONI - Je ne vais pas répéter ce qu'ont dit mes collègues. Je dirai simplement qu'aujourd'hui, on a pu voir avec beaucoup de clarté, la volonté des gouvernements européens qui se sont réunis afin de garantir l'épargne de leurs concitoyens de préserver la confiance des citoyens dans notre système bancaire. Système qui doit pouvoir poursuivre et continuer son rôle indispensable de soutien et d'appui à l'économie réelle tant en ce qui concerne les entreprises que les consommateurs. Voilà ce que l'on attendait de nous, ce qu'attendaient de nous nos concitoyens européens. Eh bien, c'est ce que nous nous sommes engagés à faire en

tant que gouvernements européens. Les gouvernements qui se sont réunis ici ont fait un premier pas, ensuite, dès mardi à Luxembourg, il y aura la réunion des ministres des finances des 27 pays européens et je pense que vers le 15 du mois, ceci sera clos par la réunion du Conseil Européen. La Banque Centrale Européenne, la Commission, l'ECOFIN, le Conseil Européen vont travailler dès aujourd'hui à de nouvelles règles pour la transparence de la présentation des comptes des institutions bancaires pour la responsabilisation de leur management, pour l'adaptation des règles comptables, pour le renforcement des contrôles qui ont été jusqu'à présents appliqués par les agences de notation et qui se sont révélés inadaptés. J'exprime personnellement ma satisfaction suite à cette rencontre. Je souhaite que nos ministres des finances et nous tous des 27 pays au sein du Conseil Européen puissions transformer ce qui a été écrit dans ce document qui est un document de propositions à nos partenaires. Je remercie le Président SARKOZY qui nous a convoqués ici, nous, membres du G8, à un moment où le G8 n'est pas fonctionnel puisqu'il y a eu changement de Premier Ministre au Japon et où nous vivons un moment aussi de transfert des responsabilités de la Présidence du G8 aux Européens puisque c'est l'Italie qui à compter de l'année prochaine sera responsable du G8.

M. JOSE MANUEL BARROSO - Merci. Tout d'abord, je tiens à me réjouir et à saluer l'esprit de véritable coopération, la reconnaissance de la dimension européenne dans cette question tellement importante et la volonté d'aboutir à une cohérence et à une coordination des efforts européens de façon à renforcer la stabilité et la confiance.

En ce qui concerne, de façon plus concrète, le travail de la Commission, je me félicite du fait que nous avons maintenant un consensus entre tous les participants dans cette réunion pour que l'on puisse faire rapidement une proposition modifiant les règles comptables afin d'éviter que nos banques européennes soient dans des situations de désavantage par rapport à d'autres banques. Je crois que nous pouvons maintenant aussi avancer pour une proposition de règlement destiné à mieux encadrer les agences de notation. Vous savez que, ce mercredi, la Commission a présenté une proposition en ce qui concerne les fonds propres des banques et en présentant aussi des propositions pour les collèges de surveillance.

Nous allons aussi lancer, d'ici la fin de l'année, une initiative législative destinée à améliorer les règles existantes en matière de garantie des dépôts, en assurant une meilleure convergence entre les systèmes nationaux. Il y avait aussi un consensus entre tous les participants. En ce qui concerne cette initiative, finalement, la Commission pour sa place, a décidé de mettre en place un groupe d'experts indépendants de haut niveau afin d'étudier les modalités de renforcement et d'amélioration du cadre de la supervision financière en Europe. Et sur la base d'un rapport qu'ils vont nous faire, nous ferons dans l'avenir d'autres propositions.

Le message essentiel, c'est que nous avons réussi une grande convergence entre les actions que l'on doit faire à court terme et d'autres actions plus structurelles que l'on peut promouvoir pour renforcer la stabilité et la confiance.

M. JEAN-CLAUDE JUNCKER - Face à la crise financière grave, la plus grave que nous ayons connue depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'Europe ne peut pas réagir en ordre dispersé. Ce fut la réunion d'une Europe qui veut agir d'une façon cohérente et conséquente. Le message essentiel qui se dégage de nos travaux, est que la liquidité sera assurée dans l'objectif de rétablir la confiance qui actuellement fait défaut. Mais il est évident, comme le disait Madame MERKEL, que l'obligation n'est pas seulement celle des gouvernements, mais que le secteur privé doit participer à l'effort qui doit être le sien pour établir la confiance.

Le pacte de stabilité et de croissance va respecter dans son intégralité, conformément aux dispositions du pacte telles qu'elles furent amendées en mars 2005 et qui nous permettent de lui donner une grille de lecture plus économique. Il est évident que la régulation deviendra plus précise et plus détaillée sans devenir un étranglement. Mais tous les acteurs doivent savoir qu'en matière de supervision, d'autres éléments annexes, la réalité deviendra différente de ce qu'elle fut.

Je voudrais attirer votre attention sur le fait que l'Europe entière se doit de réagir. Et donc nous aurons avec les Etats membres, l'Union Européenne qui n'était pas représentée ici, un dialogue vertueux sur lequel nous tomberions d'accord. Nous allons commencer à le faire lundi prochain.

lors de la réunion de l'eurogroupe et mardi, lors de la réunion de l'ECOFIN.

M. JEAN-CLAUDE TRICHET - Monsieur le Président, je crois que c'était une réunion, en effet, importante pour toute l'Union Européenne et certainement pour la zone euro. Nous nous félicitons des mesures prises depuis le début de la crise financière par la Banque Centrale Européenne, par la Banque d'Angleterre et par les autres centrales. J'ai eu l'occasion, au cours de cette réunion, de rappeler ce que nous avons fait et toutes les décisions que nous avons prises pour assurer la liquidité en Europe et j'ai donné des chiffres aussi, notamment pour ce qui concerne les refinancements à terme. 420 milliards d'euros qui correspondent à des décisions que nous avons prises pour assurer la liquidité du système bancaire dans des circonstances exceptionnelles. Nos refinancements normaux eux-mêmes sont à 190 milliards d'euros qui s'inscrivent en sus de ce que je viens de dire.

J'ai aussi mentionné que nous avons une coopération intime sur le plan international, en particulier avec l'institution soeur qui est la Federal Reserve, et que nous assurerions en Europe la liquidité en dollars avec un accord de "swap" que nous avons avec la Federal Reserve de 240 milliards de dollars. Simplement ceci pour donner une idée des ordres de grandeur.

Je crois que cette réunion qui comporte beaucoup d'orientations importantes que nous approuvons à la Banque Centrale Européenne, va nous permettre de faire face aux circonstances qui sont, en effet, des circonstances qui exigent de la responsabilité de la part de tous les acteurs, de la détermination, beaucoup de détermination et qui doit permettre, comme nous nous efforçons de le faire dans notre domaine, de renforcer, de préserver et de renforcer la confiance. Parce que la confiance est certainement l'ingrédient le plus important dans les circonstances présentes.

Je crois que les conclusions que vous avez sous les yeux vont dans le sens d'un renforcement important de la confiance.

QUESTION - (inaudible)

M. GORDON BROWN - Nous avons choisi de sauver Northern Rock, les déposants britanniques ont été protégés. Là où nous avons agi, nous avons fait ce qui était nécessaire et nous continuerons à faire le nécessaire pour préserver la stabilité du système financier. Et, aujourd'hui, nous nous sommes mis d'accord, pour dire, comme le font d'ores et déjà les banques centrales que les liquidités seront assurées afin de préserver la stabilité et la confiance. C'est là le message que veulent entendre tous les ressortissants européens.

QUESTION - Je voudrais demander à Monsieur BARROSO, vous avez demandé une réponse européenne structurée. Est-ce que vous êtes satisfait de la réponse.

M. JOSE MANUEL BARROSO - Je suis très satisfait. Je crois qu'il y a eu un grand degré de convergence et de volonté commune et d'engagement à l'égard de la dimension européenne. Il y aura d'autres réunions. Lundi prochain, mardi prochain l'ECOFIN, le 15 octobre le Conseil européen. Je suis convaincu qu'un consensus fort est possible. Je voudrais souligner le fait que ce que nous avons établi a été confirmé, c'est-à-dire les règles de concurrence d'aides nationales. Ceci a été appliqué avec la flexibilité indispensable.

Il est clair, aussi, que nous poursuivrons le pacte européen de stabilité. Ce pacte est très important pour la croissance et la stabilité. Ce sera fait dans un cadre de flexibilité et de souplesse. Nos politiques fondamentales prévoyaient une flexibilité et une souplesse. Et il y a eu vraiment l'expression d'un besoin de cohérence entre tous les partenaires européens. Je crois qu'il s'agit d'un problème global mondial. Et il a fallu y trouver des solutions globales, elles aussi.

QUESTION - Madame la Chancelière, vous avez demandé une démarche cohérente de tous. Qu'en est-il de l'Irlande, puisque l'Irlande est le seul pays qui apporte une garantie de tous les dépôts ? Comment est-ce que vous réagissez à cela ? Egalement pour ce qui est de la concurrence entre les banques ?

MME ANGELA MERKEL - Nous avons demandé à la Commission de chercher le dialogue avec l'Irlande. Nous l'avons demandé également à la Banque Centrale Européenne. Il est bien sûr important que nous ayons une approche équilibrée, que l'on ne s'inflige pas les préjudices réciproques. Et par conséquent, il faut que les décisions soient conformes aux règles européennes

de la concurrence. Et, aujourd'hui, nous avons établi que nous pensons que la Commission et la Banque Centrale Européenne doivent ouvrir la discussion avec le gouvernement irlandais.

Je répète qu'il est inutile de faire d'autres déclarations publiques. En entendant ma réponse, vous voyez que ma satisfaction est, somme toute, mesurée.

QUESTION - Une question à l'adresse du Président SARKOZY. Si j'ai bien compris, notre ministre des finances a dit qu'il fallait créer un fonds européen de 400 millions pour aider les banques européennes. Pourquoi avez-vous renoncé à cette proposition et qui s'est prononcé contre parmi vos collègues ?

LE PRESIDENT - J'ai d'autant eu moins de mal à renoncer à cette proposition. Je ne l'ai jamais assumée, proposée, imaginée. Est-ce que ma réponse est suffisante ?

J'ajoute que je vais répondre donc à une question que vous ne m'avez pas posée. Ce qui est très important, c'est que, devant une crise mondiale, l'Europe existe, présente une réponse. Ce qui est très important, c'est que nous ayons des réponses à l'urgence. Ce que nous faisons. Et que nous nous engageons tous ensemble à demander l'organisation d'un sommet pour que demain, les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets. C'est une véritable refondation dont il doit s'agir. Il y a la crise. Il y a les mesures d'urgence. Il y a l'action coordonnée. Nous sommes parfaitement conscients de nos responsabilités.

Et puis il y a l'avenir. L'avenir, à quelques semaines ou à quelques mois. Mais nous voulons poser les bases d'un capitalisme de l'entrepreneur et non pas du spéculateur. Nous voulons de la transparence. Nous voulons de la moralisation. Nous voulons de la création de valeur. Nous voulons que les gens aient confiance. Et nous voulons, en fait, de cette crise, qu'il en ressorte après ce qu'ont été les accords de Bretton Woods, il y a 60 ans, un nouveau monde. Qu'au moins de tout ceci, de tous ces problèmes, nous sachions en faire une opportunité pour construire quelque chose dans lequel les gens auront confiance. Et qu'on soit Anglais, Allemand, Italien, qu'on soit à la Banque Centrale, à la Commission, qu'on soit Président de groupe, qu'on est tous d'accord là-dessus.

Chacun de nos pays a ses règles, sa législation, sa culture et chacun a décidé de faire un pas vers l'autre pour présenter un visage cohérent. L'Europe existe et a une volonté. Alors nous poursuivrons, comme l'a dit Silvio Berlusconi, avec l'ECOFIN, avec le Conseil européen du 15, avec le sommet dont nous avons demandé la rencontre. Moi-même, en tant que Président du Conseil, j'ai vu le Premier ministre irlandais, le Premier ministre néerlandais, je déjeunerai avec le Premier ministre espagnol, je rencontrerai le Premier ministre polonais et j'aurais des contacts avec d'autres États membres. Ce qui compte, c'est que l'Europe se batte sur ses idées, sur ses valeurs, qu'elle les défende. Non pas pour les imposer aux autres, mais pour ramener la confiance. Nous voulons un capitalisme d'entrepreneurs, encore une fois. Nous ne voulons pas de cette spéculation. C'est pour ça que nous nous sommes réunis et c'est une longue marche avec d'autres réunions ensuite. Évidemment qu'il y avait des différences de culture, sinon on n'aurait pas besoin de se voir. Mais ce n'est pas un drame. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on n'ignore qu'il y a une culture anglo-saxonne, que l'Allemagne a sa propre organisation en Länder, que les pays méditerranéens peuvent avoir d'autres idées. Tout le monde le sait. Et ça n'en donne que plus de mérite à la nécessité qu'on a eu de se rencontrer, de s'écouter et de trouver un compromis. Au service de qui ? Eh bien au service des Européens. Et nous l'espérons du monde entier, qui a besoin que l'Europe manifeste sa stabilité. Dans le contexte des élections aux États-Unis, des élections au Japon, il faut bien qu'on prenne nos responsabilités. Merci de ne pas m'avoir posé cette question, et j'ai été très heureux d'y répondre.

QUESTION - Monsieur TRICHET, on met énormément en avant votre responsabilité, notamment sur les taux d'intérêt. Il y a une attente très forte en particulier des consommateurs français, il y a un problème au niveau des crédits, il y a un problème de financement pour les particuliers pour construire leurs maisons, les banques refusent des crédits. Comment vous, vous pouvez agir ?

M. JEAN-CLAUDE TRICHET - Ma réponse est d'autant plus simple que comme vous le savez, nous venons de nous réunir jeudi dernier au conseil des gouverneurs et j'ai indiqué quel était notre diagnostic. Je pourrais simplement dire : les ménages européens, les 320 millions

« 5. Les gouverneurs ont convenu de maintenir les taux directeurs à 2,25 % jusqu'au 30 septembre 2005. »

d'Europeens qui sont nos concitoyens dans la zone euro aujourd'hui - nous serons 325 millions quand le seizième pays nous aura rejoint dès le 1er janvier prochain - ils peuvent compter sur nous pour leur assurer la stabilité des prix. Et je dirais que c'est très important pour la confiance des ménages. C'est d'une importance considérable ils peuvent compter sur nous pour que les entreprises elles-mêmes aient des crédits à moyen et long terme qui incorporent un bas niveau d'inflation sur les durées moyenne et longue. Et, enfin, c'est très important aussi pour la stabilité financière qu'on puisse compter sur nous pour être une ancre de stabilité. Donc, dans ce domaine, je dirais que nous contribuons autant que nous pouvons à la confiance et j'ai pu exprimer d'ailleurs confiance dans le fait que nous avons progressivement regagné la main, si je puis dire, sur les tensions inflationnistes. J'ai dit qu'il y en avait encore et qu'elles avaient diminué.

QUESTION - Je crois que tout le monde est conscient du fait que l'Europe seule ne peut pas tout faire, Madame MERKEL l'a dit. Quel type de collaboration et quel type de conscience du problème attendez-vous des autorités américaines ? Vous avez demandé une rencontre internationale, quelles seront les implications du côté de Washington à l'égard de ce problème et pour cette rencontre ?

M. SILVIO BERLUSCONI - Il nous faut dire que nous nous sommes réjouis tous de la décision prise par les États-Unis. Cette décision devrait faire en sorte que les banques et le monde financier aux États-Unis atteignent un niveau tel qu'ils ne constitueront plus une difficulté pour l'économie européenne et l'économie mondiale. Avec les États-Unis, avec les autres systèmes économiques importants, la Chine et l'Inde, nous travaillons pour refonder un système mondial au sein des institutions bancaires et nous le ferons par un nouveau format que nous avons décidé de réaliser au sein du G8. C'est-à-dire non seulement la réunion des huit pays les plus industrialisés du monde, mais aussi la réunion des quatorze plus importants, c'est-à-dire, au-delà, la Chine ou l'Afrique du Sud qui vont recevoir au cours d'une journée de travail les représentant du continent africain. Le nouveau G8 représentera plus de 80% de l'économie mondiale. Ceci me semble le lieu idéal pour mener tout cela, pour prendre une décision concernant la refondation des systèmes bancaires et financiers du monde. Je crois qu'il faut rappeler à nos concitoyens que l'Europe ne court pas les risques du système américain. Les ressortissants européens, les Européens sont des épargnants. Ils sont dans une très grande proportion, propriétaires de leurs logements. Il n'y a pas eu de chute des prix du logement. En Italie, nous avons une économie fondée sur les entreprises et nous savons très bien que c'est l'économie réelle et le travail qui créent la richesse et non pas le monde financier, et ceci est valable pour l'Italie et pour l'Europe. Ce que nous avons décidé d'élaborer ensemble avec le concours de l'ECOFIN, de la Commission et du Conseil européen me semble tout à fait adapté afin d'éviter qu'il y ait des bouleversements dans notre système bancaire. Les banques doivent poursuivre leur soutien à nos entreprises. Au nom de mes collègues, nous l'avons écrit dans les conclusions, je voudrais féliciter la Banque Européenne d'Investissement qui a décidé de mettre 30 milliards d'euros consacrés au financement des PME. Nous adressons à cette même Banque une demande : qu'elle soutienne les projets des grandes infrastructures européennes et qu'elle assume une plus grande partie des risques que les banques vont rencontrer lorsqu'elles financent le système des petites et des moyennes entreprises. Nous croyons que ces directives qui seront traduites très rapidement en décisions concrètes, pourront avoir comme effet de nous permettre de dépasser cette crise, la plus grave depuis 1929. Néanmoins les gouvernements européens sont unis et prêts, et décidés à mettre en oeuvre toutes les décisions indispensables.

Pour répondre à une question qui ne m'a pas été posée - mais je suivrai Monsieur SARKOZY et je ferai comme lui - je dirais que la situation d'aujourd'hui est très différente de la situation de 1929. A cette époque-là, les finances étaient totalement détachées du monde réel. Aujourd'hui, nos bourses, sans traumatisme, ont procédé à une évaluation des entreprises bien inférieure à leur capacité réelle de générer de la richesse. Beaucoup d'entreprises ont vu leur action diminuer de 70% par rapport à leur valeur d'il y a un an. Néanmoins, elles génèrent les mêmes bénéfices qu'il y a un an donc, qu'est-ce qui est le plus important ? C'est de soutenir l'économie réelle afin qu'il n'y ait pas une diminution de la consommation et de la production et afin de pouvoir

maintenir la rentabilité de nos entreprises. Nous disons aux investisseurs, aux actionnaires : soyez tranquilles car, aujourd'hui, vos actions sous-évaluées par la Bourse, recouvreront de leur valeur. Quand on me dit dans combien de temps, je dis 18 ou 24 mois et je dirais que ceux qui ont investi dans nos industries, eh bien, ils n'ont rien à craindre dans un avenir qui ne nous préoccupe pas de ce point de vue.

QUESTION - Est-ce que, compte tenu de cette situation, il n'y aurait pas une réflexion générale à envisager au conseil ECOFIN et que ces instruments financiers, ces spéculations extravagantes soient interdits purement et simplement si cela cause autant de dégâts à l'économie réelle ? En Allemagne, il y a un vaste débat sur cette question, comme le disait à l'instant Monsieur BERLUSCONI, il y a vraiment un débat dans la population pour que l'on relègue ce genre de choses aux casinos.

M. JEAN-CLAUDE JUNCKER - Je ne veux pas, à mon âge, commencer une carrière de visiteur de casinos. Les produits financiers à risque sont mal connus. Nous avons besoin d'une transparence accrue, nous devons savoir ce qu'il se passe et j'ajouterais, les banques doivent savoir ce qu'il se passe parce que je prétends que beaucoup de banques ne savent pas ce qu'il se passe exactement. On peut être imaginaire, inventif et faire porter à d'autres le risque de sa propre irresponsabilité. Voilà un jeu qui doit être terminé. Comme le disait le Président SARKOZY, nous voulons un capitalisme de l'entrepreneuriat et non pas un capitalisme de l'aventure. Cela ne va pas. Et nous voudrions que les structures de rémunération des dirigeants bancaires soient changées de façon à ce qu'ils ne soient pas récompensés lorsqu'ils font prendre à leurs établissements et à leurs clients des risques inconsidérés. Il faut casser cette logique perverse.

M. SILVIO BERLUSCONI - J'aimerais rajouter quelque chose à ceci. Il faut ramener de l'éthique dans le monde des finances. Ceux qui offrent aux épargnants des produits qu'ils savent très bien ne pas correspondre à la réalité, ce n'est pas concevable.

LE PRESIDENT - Vous avez noté que Silvio BERLUSCONI continue sa réponse à la première question. Mesdames et Messieurs, je vous remercie.